

## CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JANVIER 2025 à 20H00

### NOTE DE SYNTHÈSE

#### ADMINISTRATION

#### 1. **Convention avec la Fondation 30 Millions d'Amis pour la stérilisation et l'identification des chats libres sauvages**

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler, pour l'année 2026, la convention de stérilisation et d'identification des chats libres sauvages avec la Fondation 30 Millions d'Amis, la commune et la Fondation participant chacune financièrement à hauteur de 50 % du coût. Sur la base de 30 chats stérilisés et identifiés, la participation de la ville pour 2026 serait de 1.650 euros.

#### 2. **Convention ENEDIS / Commune de Sérignan pour la mise en œuvre d'une opération d'autoconsommation collective**

L'objectif est d'utiliser les panneaux photovoltaïques du Stade et de l'école Jules Ferry comme une seule centrale de production et de répartir la production sur les bâtiments suivants : Crèche - Hôtel de ville - La Cigalière - Ecole Paul Bert - Ecole Ferdinand Buisson - Salle le Magnifique - Forum - Services Techniques - Médiathèque

Il serait possible de couvrir 40% des consommations au plus fort de la production. L'économie totale attendue serait de 29 674 €/an soit 883 204 € sur 25 ans (inflation et augmentation du prix de l'énergie intégrées).

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver les termes de cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce document.

#### RESSOURCES HUMAINES

#### 3. **Mise à jour des effectifs – Création de postes**

Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Il est proposé de mettre à jour le tableau des effectifs pour permettre le remplacement d'agents qui partent en retraite ou la nomination d'agents déjà en poste susceptibles de bénéficier d'un avancement de grade.

Les modifications présentées portent uniquement sur des créations de postes, les suppressions ne pouvant intervenir que dans un second temps après avis du comité social territorial (ex comité technique).

Il est proposé de créer 2 emplois de Brigadier-Chef Principal.

#### **4. Mise à jour des effectifs – Création de postes**

Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Il est proposé de mettre à jour le tableau des effectifs pour permettre le remplacement d'agents qui partent en retraite ou la nomination d'agents déjà en poste susceptibles de bénéficier d'un avancement de grade.

Les modifications présentées portent uniquement sur des créations de postes, les suppressions ne pouvant intervenir que dans un second temps après avis du comité social territorial (ex comité technique).

Il est proposé de créer 3 emplois d'Adjoint Administratif.

### **URBANISME**

#### **5. Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier de Béziers**

Monsieur le Maire rappelle que le centre psychothérapique de jour du Biterrois, dépendant du Centre Hospitalier de Béziers, a mis en place des activités ayant pour objectifs d'accueillir des patients adultes pour des soins en santé mentale, des prises en charge individuelles, ainsi que pour travailler l'autonomie voire la réinsertion sociale.

Dans ce cadre, un partenariat a été validé pour un partenariat de nettoyage des plages et ramassage des déchets durant l'année 2025.

Il est proposé de renouveler cette convention pour l'année 2026.

#### **6. Modification du dispositif d'aides à l'installation et au maintien des médecins dans la maison de santé pluriprofessionnelle de Sérignan**

Le Conseil municipal a délibéré le 19 novembre 2025 quant à la mise en place un dispositif d'aides à l'installation et au maintien des médecins dans la maison de santé pluridisciplinaire de SERIGNAN. Il semble nécessaire de préciser, et compléter le dispositif essentiellement sur deux points afin d'assurer son adéquation avec les besoins sanitaires de la Commune, tout en évitant la survenance d'effets d'aubaine contraires à une utilisation efficiente des fonds publics. En effet, il semble nécessaire de préciser que les besoins sanitaires du territoire communal révèlent une carence particulière en médecins spécialistes en médecine générale et donc qu'il y a lieu, dans un souci d'intérêt général et de bonne administration des fonds publics, de réserver le bénéfice du dispositif d'aides à cette seule spécialité médicale (1<sup>ère</sup> modification). Il semble de surcroît nécessaire de préciser que, dans l'hypothèse de l'acquisition de locaux au sein de la maison de santé, l'aide accordée aux médecins spécialistes en médecine générale ne pourra être versée qu'une seule fois, lors de la toute première acquisition des locaux et son montant sera proportionnel à la surface effectivement acquise, montant qu'il convient, à ce titre, de fixer à 237 euros par mètre carré de surface acquise, dans la limite du plafond maximal de 31 125 euros par bénéficiaire (2<sup>ème</sup> modification).

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le régime modifié des aides aux médecins défini ci-dessus et d'autoriser M. Dupin, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire à discuter avec les médecins candidats, les termes des conventions établies sur la base du régime ci-dessus défini, avant que celles-ci soient soumises préalablement à leur signature, à l'approbation du Conseil municipal.

**7. Désaffectation et déclassement de 2 m<sup>2</sup> de domaine public communal au droit de la parcelle cadastrée section AS n°194 – Avenue de la Plage**

Le géomètre-expert mandaté par la propriétaire de la parcelle cadastrée section AS n°194 constate une situation foncière nécessitant régularisation au droit de la parcelle de sa cliente. En effet, il indique à la commune que 5 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée section AS n°194 ont été aménagés en état de trottoir par la commune, mais également que la propriétaire a aménagé une rampe d'accès aux personnes à mobilité réduite sur 2 m<sup>2</sup> du domaine public communal.

Afin de régulariser ces empiètements réciproques, datant de l'époque du réaménagement de l'avenue de la Plage, la sortie des 2 m<sup>2</sup> du domaine public communal est conditionnée, d'une part, par une désaffectation matérielle du bien, et d'autre part, par une décision administrative, en l'espèce une délibération constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien. Il est donc demandé au Conseil municipal de constater la désaffectation de 2 m<sup>2</sup> du domaine public communal, aujourd'hui aménagés en rampe d'accès privative destinée au bâtiment édifié sur la parcelle cadastrée section AS n°194 et de les déclasser dans le domaine privé communal.

**8. Acquisition de 5 m<sup>2</sup> issus de la parcelle cadastrée section AS n°194 et cession d'une parcelle de 2 m<sup>2</sup> du domaine privé communal pour un montant d'un euro symbolique**

La propriétaire de la parcelle cadastrée section AS n°194 propose à la commune de céder 5 m<sup>2</sup> aménagés en état de trottoir pour un montant d'un euro symbolique. Elle sollicite de même l'acquisition de 2 m<sup>2</sup> du domaine privé communal, aménagés en rampe d'accès aux personnes à mobilité réduite. Il est proposé au Conseil municipal d'accepter l'acquisition de 5 m<sup>2</sup> cadastrés section AS n°194 pour partie et d'accepter également la cession de 2 m<sup>2</sup> du domaine privé communal pour un montant d'un euro symbolique. Afin de compenser la moindre superficie de la parcelle cédée par la commune, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la prise en charge des frais de géomètre et de notaire. Il est indiqué au Conseil municipal que le service des domaines a été saisi le 17 décembre 2025 et n'a pas émis d'avis dans le mois qui lui est imparti pour répondre.

**9. Désaffectation et déclassement de 438 m<sup>2</sup> de domaine public communal – ZAC de Bellegarde**

Lors de l'aménagement de la route départementale n°64 reliant Cers à Valras-Plage, puis celui de la zone commerciale de Bellegarde, la commune et la société par actions simplifiées (SAS) Salamero (magasin alimentaire Carrefour) ont procédé à des aménagements de leurs parcelles respectifs, sans pour autant acter les transferts de propriétés correspondants.

Ainsi, il ressort d'un document d'arpentage élaboré par le cabinet de géomètre-expert Guillaume - Gasquez que la SAS Salamero a aménagé en état de trottoir, espaces verts, fossé, etc, 438 m<sup>2</sup> de domaine public communal. Il est donc demandé au Conseil de constater la désaffectation matérielle de ces 438 m<sup>2</sup> du domaine public communal, aujourd'hui aménagés par la SAS Salamero et de les déclasser dans le domaine privé communal.

**10. Cession de 438 m<sup>2</sup> du domaine privé communal à la société par actions simplifiées (SAS) SALAMERO (CARREFOUR SERIGNAN) pour un montant d'un euro symbolique**

Afin de régulariser la situation foncière dans la zone commerciale de Bellegarde, il est demandé au Conseil municipal d'accepter la cession au profit de la la SAS Salamero (Carrefour Sérignan) de 438 m<sup>2</sup> désaffectés et déclassés dans le domaine privé communal, pour un montant d'un euro

symbolique. Il est indiqué au Conseil municipal que le service des domaines a été saisi le 18 décembre 2025 et n'a pas émis d'avis dans le mois qui lui est imparti pour répondre. Il est indiqué que la SAS Salamero prendra à sa charge les frais de géomètre et de notaire liés à cette cession.

**11. Acquisition des parcelles cadastrées section AY n°36 pour partie (108 m²), AY n°69 pour partie (379 m²), AY n°210 pour partie (91 m²), propriétés de la société par actions simplifiées (SAS) SALAMERO (CARREFOUR SERIGNAN) pour un montant d'un euro symbolique**

Afin de régulariser la situation foncière dans la zone commerciale de Bellegarde, il est demandé au Conseil municipal d'accepter l'acquisition des parcelles cadastrées section AY n°36 pour partie, d'une contenance de 108 m², AY n°69 pour partie, d'une contenance de 379 m² et AY n°210 pour partie, d'une contenance de 91 m², propriétés de la société par actions simplifiées (SAS) Salamero (Carrefour Sérignan) pour un montant d'un euro symbolique. Il est indiqué au Conseil municipal que s'agissant d'une acquisition de biens dont la valeur vénale est inférieure à 180 000€, le service des domaines n'a pas à être sollicité. Il est également indiqué que la commune prendra à sa charge les frais de géomètre et de notaire liés à cette acquisition.

**12. Acquisition des parcelles cadastrées section AY n°227 pour partie (852 m²), AY n°228 pour partie (256 m²), propriétés de la société civile immobilière (SCI) La Maladrerie pour un montant d'un euro symbolique**

Afin de régulariser la situation foncière dans la zone commerciale de Bellegarde, il est demandé au Conseil municipal d'accepter l'acquisition des parcelles cadastrées section AY n°227 pour partie, d'une contenance de 852 m², AY n°228 pour partie, d'une contenance de 256 m², propriétés de la société civile immobilière (SCI) La Maladrerie pour un montant d'un euro symbolique. Il est indiqué au Conseil municipal que s'agissant d'une acquisition de biens dont la valeur vénale est inférieure à 180 000€, le service des domaines n'a pas à être sollicité. Il est également indiqué que la commune prendra à sa charge les frais de géomètre et de notaire liés à cette acquisition.

**13. Avenants aux conventions d'exploitation des lots de plage 1, 2, 4 et 5**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal qu'il a approuvé lors de la séance du 10 décembre 2025, une demande de prorogation de la concession des plages naturelles de Sérignan auprès du Préfet de l'Hérault. Il précise que par arrêté du n°DDTM34-2025-16550 du 19 décembre 2025 portant avenant n°2 à la concession des plages naturelles attribuées à la commune de Sérignan, ce dernier a reporté l'échéance de la concession au 31 décembre 2026. Afin de permettre la continuité du service public des bains de mer en 2026, il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver les avenants aux conventions d'exploitation des lots de plage 1, 2, 4 et 5, qui porteront l'échéance desdites conventions au 31 décembre 2026.

**ACTIONS CULTURELLES**

**14. Festival de la Bande Dessinée 2026 – Fixation du montant de la valeur d'acquisition du droit de l'image de l'affiche originale**

Il est proposé de fixer le montant de la valeur de l'acquisition du droit à l'image de l'affiche originale du Festival à 800 €.

**15. Festival de la Bande Dessinée 2026 – Fixation du montant du Prix de la Ville**

La commune remet le Prix de la Ville à un jeune dessinateur pour le meilleur premier album de l'année lors du Festival de la Bande Dessinée de Sérignan.

Il est proposé de fixer le montant de ce prix à 800 €, comme les années précédentes.

**16. Festival de la Bande Dessinée 2026 – Fixation des frais de gardiennage**

Il est proposé de fixer les frais de gardiennage dus par les libraires et les marchands de livres d'occasion tels que ci-dessous :

- 160 € le grand chapiteau
- 90 € les petits chapiteaux

**17. Festival de la Bande Dessinée 2026 – Fixation des droits d'emplacement (bouquinistes)**

Il est proposé de fixer les droits d'emplacement dus par les libraires et les marchands de livres d'occasion tels que ci-dessous :

- 700 € le grand chapiteau
- 220 € le petit chapiteau

**18. Festival de la Bande Dessinée 2026 – Fixation du prix de vente de l'affiche et du tirage « LUXE »**

Comme chaque année, le Président du Festival réalise une affiche originale. Cette affiche est reproduite en 500 exemplaires : 450 sont destinés à la communication et 50 exemplaires sont mis en vente au public. Il convient donc de fixer le prix de vente à 3 € par affiche.

Par ailleurs, un tirage « luxe » signé par le Président du Festival est également réalisé. 300 exemplaires sont édités dont 200 offerts aux partenaires et à l'auteur.

Il convient de fixer le prix de vente des 100 tirés à part proposés à la vente au public.

Il est convenu de fixer le prix de vente à 10 € par tirage de « luxe ».

**19. Festival de la Bande Dessinée 2026 – Défraiement des auteurs et des bénévoles**

Chaque année la commune prend en charge les frais de déplacement des auteurs et des bénévoles du Festival.

Il est proposé au Conseil municipal de fixer l'indemnité kilométrique de déplacement des auteurs et des bénévoles du Festival à 0,41 € du km.

## **QUESTIONS DIVERSES**